

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION,
DE L'IDENTITE NATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Paris, le - 8 DEC. 2008

Le ministre de l'immigration, de l'intégration,
de l'identité nationale et du développement solidaire

à

Monsieur le Préfet de la région Franche-Comté, Préfet du département du Doubs,

Madame et Messieurs les Préfets des départements de l'Ain, du Jura,
du Haut Rhin, de la Haute Savoie et du Territoire de Belfort

Circulaire NOR IMIG0800046C

Objet : Entrée de la Confédération suisse dans l'Espace Schengen.

Réf. : - Accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen du 26 octobre 2004, entré en vigueur le 1^{er} mars 2008 ;
- Décision du Conseil de l'Union du 28 janvier 2008 (2008/146/CE) relative à la conclusion de l'accord sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (JOUE L 53/1 du 27/02/2008) ;
- Circulaire NOR IMIM080036C du Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire du 5 août 2008.

En application de l'accord d'association de la Confédération suisse à l'Espace Schengen du 24 octobre 2004, entré en vigueur le 1^{er} mars 2008, la Suisse doit notamment lever les contrôles à ses frontières intérieures, et éliminer consécutivement les obstacles à la libre circulation des personnes.

Les conditions préalables à l'entrée de la Suisse dans l'Espace Schengen, qui consistent dans l'application par la Confédération suisse des dispositions de l'acquis de Schengen, étant remplies, l'entrée de la Suisse dans l'Espace Schengen est désormais possible. **L'ensemble des dispositions du Code frontières Schengen (CFS) seront par conséquent applicables dans un avenir proche aux frontières intérieures communes entre la Confédération suisse et les Etats membres de l'Espace Schengen.**

.../...

En application de la décision du Conseil n°14798/08 relative à l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen dans la Confédération suisse (Conseil JAI de l'Union européenne des 27 et 28 novembre 2008), les contrôles sur les personnes aux frontières intérieures terrestres et lacustres communes entre la France et la Suisse seront levés le **vendredi 12 décembre 2008**, et la suppression des contrôles aux frontières aériennes est quant à elle programmée pour le **29 mars 2009**, cette mesure coïncidant avec le changement d'horaire des vols (passage à l'heure d'été).

1. Le principe de libre circulation aux frontières intérieures de l'Espace Schengen

- Dans le cadre de la prochaine levée des contrôles aux frontières intérieures avec la Confédération suisse, je vous rappelle le principe selon lequel « *Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans que des vérifications aux frontières soient effectuées sur les personnes, quelle que soit leur nationalité.* » L'article 20 du code frontières Schengen (CFS) a donc vocation à s'appliquer pleinement aux frontières intérieures terrestres et lacustres franco-suisse dès le 12 décembre 2008, et aux frontières aériennes à compter du 29 mars 2009.
- Je vous invite en conséquence à identifier dès que possible les obstacles à la libre circulation des personnes à la frontière franco-helvétique aux fins de démantèlement, conformément à l'article 22 du CFS selon lequel « *les Etats membres suppriment tous les obstacles qui empêchent un trafic fluide aux points de passage routiers aux frontières intérieures, notamment les limitations de vitesse qui ne sont pas fondées exclusivement sur des considérations de sécurité routière* ».

2. Les exceptions au principe de libre circulation aux frontières intérieures de l'Espace Schengen

► Le maintien des contrôles douaniers sur les marchandises

En l'absence d'union douanière entre la Confédération suisse et l'Union européenne, la levée des contrôles sur les personnes aux frontières intérieures terrestres ne doit pas faire obstacle au maintien de contrôles douaniers aléatoires sur les marchandises, et du contrôle de l'identité des personnes pouvant être effectué notamment en application de l'article 67 du code des douanes selon lequel « *Les agents des douanes peuvent contrôler l'identité des personnes qui entrent dans le territoire douanier ou qui en sortent* », les dispositifs matériels nécessaires au plein exercice de ces contrôles devant également être conservés.

► La possibilité de réintroduire des contrôles temporaires aux frontières intérieures

Sans mettre en cause le principe de libre circulation rappelé plus haut, certaines infrastructures doivent cependant être préservées afin de permettre, le cas échéant, la réintroduction de contrôles temporaires aux frontières intérieures en application des articles 23 et suivants du code frontières Schengen.

.../...

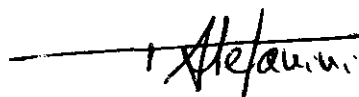
Pour plus de détails relativement à la procédure de réintroduction de contrôles temporaires aux frontières intérieures de l'Espace Schengen, je vous renvoie au texte de la Circulaire IMIM080036C du 5 août 2008.

► **Les contrôles de police dans les zones frontalières**

L'article 21 du code frontières Schengen (CFS) relatif aux vérifications à l'intérieur du territoire prévoit que le principe général de suppression des contrôles effectués sur les personnes aux frontières intérieures **ne fait pas obstacle à l'exercice des compétences de police dans les zones frontalières** par les autorités compétentes des Etats membres en vertu du droit national, « *dans la mesure où l'exercice de ces compétences n'a pas un effet équivalent à celui des vérifications aux frontières* ».

Dans ce cadre, les officiers de police judiciaire peuvent notamment rechercher et constater les infractions relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France, en procédant à une visite sommaire des véhicules dans une zone de vingt kilomètres à partir de la frontière (articles L 611-8 et L 611-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ou en procédant à des contrôles d'identité, conformément aux dispositions de l'article 78-2 du code de procédure pénale, dans la même zone des vingt kilomètres ainsi que dans les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international et désignés par arrêté du 5 novembre 2008. Je rappelle que ces dispositions ne pouvant être assimilées à des contrôles frontaliers, lorsque des étrangers contrôlés s'avèrent être en situation irrégulière sur le territoire français, les mesures à prendre relèvent de l'éloignement.

Pour le ministre et par délégation,
Le Secrétaire général,


Patrick Stefanini